DECRET N° 2008-277 DU 19 MAI 2008

portant transmission a l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification du Protocole portant amendement à l'Accord sur les aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC), adopté par le Conseil Général de l'Organisation Mondiale du Commerce le 06 décembre 2005.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- Vu** la loi n° 90-032 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin ;
- Vu** la proclamation le 29 mars 2006 par la Cour Constitutionnelle des résultats définitifs de l'élection présidentielle du 19 mars 2006 ;
- Vu** le décret n° 2007-540 du 02 novembre 2007 portant Composition du Gouvernement ;
- Sur** proposition conjointe du Ministre de l'Industrie et du Commerce, du Ministre de la Santé, du Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur ;
- Le** Conseil des Ministres entendu en sa séance du 19 mars 2008 ;

DECRETE :

Le protocole portant amendement de l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC) établi à la suite des négociations Commerciales multilatérales au niveau de l'Organisation Mondiale du Commerce dont le texte se trouve ci-joint, sera présenté à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification par le Ministre de l'Industrie et du Commerce, le Ministre de la Santé et le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine, de la Francophonie et des Béninois de l'Extérieur qui sont individuellement ou conjointement chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion.

EXPOSE DES MOTIFS

Monsieur le président de l'Assemblée Nationale,
Mesdames et Messieurs les Députés,

Créée le 1^{er} janvier 1995, l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) s'est dotée d'un ensemble d'Accords négociés et signés par la majorité des pays développés et des pays en développement, qui constitue un cadre juridique et institutionnel commun pour conduire les relations commerciales entre les membres. L'objectif primordial de cette institution est de contribuer à favoriser la liberté des échanges, tout en évitant les effets secondaires indésirables. Il s'agit notamment de supprimer les obstacles au commerce.

I. Genèse de l'Accord

L'accord de l'OMC est constitué de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC et de quatre annexes dont l'annexe 1C qui porte sur l'accord sur les Aspects de Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC).

L'Accord sur les ADPIC négocié dans le cycle d'Uruguay, énonce les normes minimales pour la protection des Droits de propriété Intellectuelle, ainsi que des procédures et voies de recours pour leur application. Il établit un mécanisme de consultation et de surveillance au niveau international, afin que les membres se conforment à ces normes au niveau national. Les dispositions de l'Accord sur les ADPIC s'appliquent aux droits de Propriété intellectuelle suivants :

- Brevets d'invention ;
- Droit d'auteur et droits connexes ;
- Marque de fabrique ou de commerce ;
- Dessins et modèles industriels ;
- Schémas de configuration de circuits intégrés ;
- Protection des renseignements non divulgués ;
- Indications géographiques ;
- Contrôle des pratiques anticoncurrentielles dans les licences contractuelles.

L'accord de l'OMC sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC) s'efforce d'établir un équilibre entre, d'une part, l'objet social, qui s'inscrit dans la durée et qui consiste à offrir des incitations aux inventions et à la création et, d'autre part, l'objectif à court terme qui est de permettre au public d'utiliser les inventions et les créations existantes.

L'équilibre fonctionne de trois manières :

- L'invention et la créativité en elles-mêmes devraient apporter des avantages sociaux et technologiques. La protection de la Propriété Intellectuelle encourage les inventeurs et les créateurs car ils peuvent s'attendre à ce que leur créativité leur procure certains

avantages futurs. Cela encourage les nouvelles inventions, comme les nouveaux médicaments, dont les coûts de développement peuvent parfois être extrêmement élevés, c'est pourquoi les droits privés sont aussi la source d'avantages sociaux ;

- La façon dont la propriété intellectuelle est protégée peut aussi servir des objectifs sociaux. Par exemple, les inventions brevetées doivent être divulguées, ce qui permet aux tiers de les étudier même pendant qu'elles sont protégées par un brevet. Cela contribue au progrès technologique, à la diffusion et au transfert de la technologie. Au bout d'une période donnée, la protection cesse ; ce qui signifie que l'invention devient utilisable par des tiers ;
- L'Accord sur les ADPIC offre une certaine souplesse aux gouvernements pour ajuster la protection octroyée afin d'atteindre des objectifs sociaux. En ce qui concerne les brevets, il permet aux gouvernements de faire exception aux droits des détenteurs de brevets comme dans les situations d'urgence nationale, face aux pratiques anticoncurrentielles. Pour ce qui est des brevets pharmaceutiques, la flexibilité ménagée a été clarifiée et renforcée par la déclaration de Doha de 2001 sur l'Accord sur les ADPIC et la Santé Publique. Cette volonté a été concrétisée en 2003 avec l'adoption de la « Décision sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la Santé Publique ». Ladite décision permet aux pays qui ne pouvaient pas eux-mêmes fabriquer de médicaments, d'importer des produits pharmaceutiques fabriqués sous licence obligatoire. En 2005, les membres sont convenus de faire de cette décision un amendement permanent à l'Accord, qui prendra effet lorsque deux tiers des membres l'auront accepté

II – Contenu de l'Accord sur les ADPIC modifié

Certains gouvernements n'avaient pas bien perçu comment les flexibilités prévues dans l'Accord sur les ADPIC seraient interprétées et dans quelle mesure leur droit d'y recourir serait respecté.

La Conférence ministérielle de Doha a répondu à cette question en novembre 2001. En effet, dans la principale Déclaration ministérielle de Doha de 14 novembre 2001, les membres de l'OMC ont souligné qu'il était important de mettre en œuvre et d'interpréter l'Accord sur les ADPIC d'une manière favorable à la santé publique en encourageant à la fois l'accès aux médicaments existants et la création de nouveaux médicaments.

Ils ont donc adopté une déclaration distincte sur les ADPIC et la santé publique. Ils ont insisté sur la possibilité offerte aux membres de recourir aux flexibilités prévues dans l'accord sur les ADPIC, y compris les licences obligatoires et les importations parallèles.

L'Accord modifié introduit une flexibilité additionnelle qui permet aux pays qui ne sont pas en mesure de fabriquer des produits pharmaceutiques sur leur territoire d'obtenir auprès d'autres pays, des copies de médicaments brevetés.

La décision prévoit de faire trois dérogations :

- La décision permet aux pays exportateurs de déroger à leurs obligations au titre de l'article 31 f) – tout pays membre peut exporter des produits pharmaceutiques génériques fabriqués dans le cadre de licences obligatoires pour répondre aux besoins des pays importateurs ;
- Les obligations des pays importateurs concernant la rémunération à verser au détenteur du droit dans le cadre d'une licence obligatoire ne s'appliquent pas pour éviter la double rémunération. La rémunération ne doit être versée que dans le pays membre exportateur.
- Les restrictions à l'exploitation ne s'appliquent pas pour les pays en développement et les pays les moins avancés de sorte qu'ils peuvent procéder à des exportations dans le cadre d'un accord commercial régional dont la moitié au moins des membres figuraient sur la liste des pays les moins avancés au moment où la décision a été adoptée. Les pays en développement ont ainsi la possibilité d'exploiter les économies d'échelle.

Ces conditions visent à faire en sorte que les pays bénéficiaires puissent importer des produits génériques sans que cela porte atteinte aux systèmes de brevets, en particulier dans les pays riches. Elles prévoient aussi la possibilité d'adopter des mesures destinées à empêcher que les médicaments ne soient détournés vers les mauvais marchés et imposent aux gouvernements utilisant ce système l'obligation d'en informer tous les autres membres, bien que l'approbation de l'OMC ne soit pas nécessaire.

Les dérogations prévues en 2003 sont provisoires, l'objectif final étant d'amender l'Accord sur les ADPIC lui-même. A cette fin, il a été adopté en décembre 2005 une décision portant amendement de l'Accord sur les ADPIC, qui reprend directement les dérogations et entrera en vigueur lorsque deux tiers des membres l'auront accepté.

III – intérêt du Bénin à ratifier l'Accord sur les ADPIC

Le Bénin en tant que Pays Moins Avancé a intérêt à ratifier le protocole portant amendement de l'Accord sur les ADPIC car l'entrée en vigueur de l'accord amendé lui permettra d'importer des médicaments dont le brevet n'est pas arrivé à expiration, mais fabriqués sous licence obligatoire, (sous non générique) pour lutter contre les graves problèmes de santé tel que le

VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme etc. Cela aura l'avantage d'élargir les sources d'approvisionnement et de réduire les coûts d'importation de ces médicaments.

Aussi, avons-nous l'honneur, Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Mesdames et Messieurs les Honorables Députés, de soumettre à l'appréciation de votre Auguste Assemblée, aux fins d'autorisation de ratification, le protocole portant amendement à l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC), adopté par le Conseil Général de l'Organisation Mondiale du Commerce le 06 décembre 2005.

Fait à Cotonou, le 19 mai 2008

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,

Dr Boni Y A Y I

Le Ministre de la Santé,

Kessilé TCHALA SARE

Le Ministre de l'Industrie et du
Commerce,

Grégoire AKOFODJI

Le Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration
Africaine, de la francophonie et des Béninois de l'Extérieur,

Moussa OKANLA

LOI N° 2007-

Portant ratification du protocole portant amendement à l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC), adopté par le Conseil Général de l'Organisation Mondiale du Commerce le 06 décembre 2005.

L'ASSEMBLEE NATIONALE a délibéré et adopté en sa séance du

La loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Est ratifié par la République du Bénin, le protocole portant amendement à l'Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce (ADPIC), adopté par le Conseil Général de l'Organisation Mondiale du Commerce le 06 décembre 2005.

Article 2 : La présente loi qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Porto-Novo, le

Le Président de l'Assemblée Nationale

Maturin Coffi NAGO